

## le ministère de l'Éducation nationale dépose une plainte après des soupçons de fuite sur un sujet

4-5 minutes

Les sujets de mathématiques des séries ES et L font l'objet de "soupçons de fuite", a annoncé le Dgesco, Jean-Marc Huart, lors d'une conférence de presse au ministère de l'Éducation nationale le 21 juin 2019. Il indique que le MEN a déposé une plainte et a, en parallèle, ouvert une enquête administrative. La fuite, pour cette épreuve qui se déroulait ce vendredi matin, concernerait "trois établissements d'Île-de-France dans lesquels quelques candidats auraient reçu, par des réseaux privés, les sujets en amont des épreuves".



Jean-Marc Huart, Dgesco MEN

Ainsi, "compte tenu du caractère limité de l'incident, nous ne prévoyons pas de faire repasser les épreuves", ajoute Jean-Marc

Huart, qui rappelle que la dernière fuite de sujets de baccalauréat datait de 2011.

Des coquilles sur deux sujets

Par ailleurs, le ministère a identifié des "coquilles" sur le sujet de baccalauréat de mathématiques de la série S d'une part, et pour le sujet de mathématiques des séries ES et L d'autre part. Le Dgesco affirme que "cette difficulté a été identifiée rapidement et porte sur une partie minime des sujets", c'est-à-dire sur des exercices ne valant que peu de points. Il affirme que "les candidats ne seront en aucun cas pénalisés par ces difficultés".

Le ministère a envoyé un "correctif le plus vite possible" dans les centres d'examen et a "transmis des consignes aux correcteurs de manière à ce que les candidats ne soient pas lésés". Selon Jean-Marc Huart, les premières remontées indiqueraient que les candidats n'ont pas été "gênés" par ces coquilles.

Dgesco Directeur général de l'enseignement scolaire

[Alors qu'elle avait indiqué, le 17 juin, au sortir de la grève de surveillance des épreuves du baccalauréat, "mettre en débat" une grève le 27 juin 2019 \(lire sur AEF info\)](#), trois jours plus tard, l'intersyndicale (dont [FSU](#), [Snalc](#), [SUD-Éducation](#) et [CGT](#)) du 2nd degré appelle clairement, dans un communiqué "à faire du jeudi 27 juin un nouveau temps fort par la grève des surveillances du [DNB](#) et la participation aux rassemblements". Ce jour sera également celui d'une mobilisation inter-fédérale contre le projet de loi fonction publique et pour la revalorisation des salaires. Du côté des syndicats de chefs établissements, le [SNPDEN-Unsa](#) a qualifié cette grève de la surveillance des examens de tactique "jusqu'aboutiste" ([lire sur AEF info](#)), tandis que [ID-FO](#), demande "que toutes les mesures soient prises pour que les corrections des épreuves se déroulent dans les meilleures conditions".